

Editorial - Dévoiler l'euroscpticisme

- Archives - Été 2018 -

Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe

Date de mise en ligne : lundi 25 juin 2018

L'observatoire des politiques économiques en Europe

La « sortie du tunnel » au terme d'une décennie de crise économique et la « douche froide » après l'enthousiasme du *Brexit* ont un peu calmé les désirs de quitter l'euro et de déconstruire l'Union. Mais l'exemple italien montre qu'une profonde défiance est toujours là, prête à regonfler les voiles anti-européennes. L'eurosepticisme est d'autant plus solide que ses sources sont multiples et lointaines. Les identifier révèle nos rapports intimes à l'Europe.

L'hétérogénéité des Etats membres constitue l'entrave la plus visible à la formation d'une identité européenne. Institutions politiques, structures sociales et performances économiques diffèrent selon les pays. Mais ce n'est pas tout. Les craintes de voir des spécificités nationales rognées ou contestées par les normes économiques et sociales défendues par l'Union révèlent elles aussi les réticences face à l'Europe. Tel pays souhaitera préserver son modèle social généreux, tel autre sa vision de l'orthodoxie monétaire et financière, tandis qu'un troisième entendra maintenir son homogénéité religieuse.

La prégnance des récits nationaux divulgue, en creux, la vulnérabilité du projet européen. Alors que l'Union est récente, chaque Etat s'inscrit dans une histoire longue qui imprègne les esprits, les réflexes et les inconscients. En réveillant aisément les craintes, les préjugés et les animosités anciennes, ces récits nationaux ont un pouvoir considérable. Outre-Manche, au-delà des aspects économiques, le *Brexit* trouve probablement son origine éloignée dans la peur de s'ancrer sur un continent qui n'est pas vraiment le sien. En France, l'héritage du modèle républicain né de la Révolution est pour beaucoup dans les critiques adressées à une Europe médiocrement sociale et démocratique. La mémoire collective se souvient des guerres révolutionnaires menées contre une coalition d'Etats européens arc-boutés sur leurs privilèges aristocratiques. En remontant plus loin encore, l'image d'un Empire romain germanique hostile à la France n'est probablement pas étrangère à la défiance de certains face à une « Europe allemande ».

Plus accessoire, les freins à l'intégration proviennent également des rivalités entre les partis au sein de chacun des Etats membres. Si le gouvernement en place est « pour », l'opposition sera « contre ». Et inversement. Avoir une opinion définitive sur l'Europe, surtout si elle est négative, permet de séduire les électeurs. Mais à bon compte, notamment lorsque les échecs sont renvoyés sur les Etats partenaires.

Revenons maintenant à l'essentiel. Les trois matrices idéologiques antieuropéennes représentant l'internationalisme anticapitaliste, le nationalisme et le mondialisme radical, dévoilent les racines les plus profondes de l'eurosepticisme contemporain. Il faut donc les prendre très au sérieux (nous recommandons ici le passionnant ouvrage du professeur de science politique Bernard Bruneteau, *Combattre l'Europe - De Lénine à Marine Le Pen*, CNRS éditions, 2018, dont la lecture a alimenté cet éditorial).

Marx, les marxistes et les gauches radicales se défient de l'Europe et critiquent sévèrement l'utopie pacifiste des rêveurs d'un continent apaisé. Pour eux, la révolution passe par la lutte des classes. Celle-ci doit d'abord instaurer sa dynamique au sein d'un seul Etat afin, ensuite, de se déverser ailleurs. Si les prolétaires de tous les pays doivent s'unir, c'est précisément contre l'Europe capitaliste et bourgeoise. Lénine et Staline ont considéré que les Etats-Unis d'Europe incarnent le rêve impérialiste de déferlement du capital et du marché sur l'ensemble du monde. L'Europe pacifiste et libérale imposerait ainsi, en sous-main, le règne du commerce et de l'exploitation généralisée. Et ces discours n'appartiennent pas qu'à l'histoire.

Par son objet même, la pensée nationaliste s'oppose à toute supranationalité, qu'elle prenne la forme d'un Etat européen unifié, d'une fédération ou d'une confédération. La notion d'Etats-Unis d'Europe figure un cosmopolitisme détesté des nationalistes et des fascistes. Selon eux, si Europe il devait y avoir, elle serait blanche et chrétienne, donc aux antipodes de celle espérée par ses grands visionnaires que furent Victor Hugo, Stefan Zweig ou Albert Camus. Pour tous ces courants, vouloir unir des peuples socialement et « racialement » inégaux relèverait d'une faiblesse morale et politique. Ici encore, le passé rejoint le présent.

Les mondialistes radicaux voient dans l'Europe un frein objectif à la constitution d'un gouvernement chargé de gérer les problèmes du monde. Ils l'analysent comme le « cheval de Troie » d'un mouvement de morcellement régional. Les tensions seraient alors déplacées du niveau des Etats vers celui de quelques grands ensembles de dimension continentale. Peut-être. Mais à quand l'aboutissement de cette généreuse idée, lorsqu'on a déjà sous les yeux sept décennies de difficultés à élaborer un véritable espace régional ?

L'eurosepticisme est donc ancien et très présent. Il s'est d'ailleurs réactualisé et revivifié depuis l'accélération du processus d'intégration économique et monétaire, entamé par l'Acte unique de 1986 et cristallisé à Maastricht en 1992. Dans la mesure où le Grand marché et l'euro dessinent une Europe d'inspiration néolibérale, les critiques ont fusé, mais sans pour autant produire un front commun anti-européen homogène. Les nationalistes ne supportent pas le cosmopolitisme libéral et mondialiste imposé par Bruxelles. Les gauches dénoncent l'ordolibéralisme allemand (concurrence libre et non faussée, strict respect de la stabilité monétaire et financière). Ajoutons que le traitement des crises économiques et migratoires n'a pas contribué à redorer le blason de l'Union. Les Grecs et les Italiens peuvent en témoigner, douloureusement.

Les critiques des politiques trop libérales n'ont pas voulu voir dans l'ordolibéralisme une doctrine destinée à résoudre la quadrature du cercle : partager une monnaie unique tout en refusant obstinément une union politique. Créer l'euro sans gouvernement économique ni harmonisation fiscale et sociale constitue en effet une gageure dont la seule parade est un règlement de copropriété sévère et intransigeant, tel qu'il est inscrit dans les traités. Bref, l'ordolibéralisme est venu épauler une Europe monétaire privée d'espace politique. Ce faisant, l'Union a, sans surprise, ouvert le jeu aux euroseptiques de tous bords.

Comment sortir de l'ornière ? Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage. Les critiques adressées à l'Europe néolibérale et à l'ordolibéralisme allemand sont légitimes au regard des résultats économiques de la zone euro. Mais elles se transforment aisément en alibi pour rejeter en bloc l'esprit de la construction européenne. Il est plus confortable de pourfendre l'ordolibéralisme allemand et de pointer les méfaits du néolibéralisme que de s'afficher porteur d'une idéologie anti-européenne. Dire oui, ou non, à l'idée d'une vraie Europe politique exige de la clarté doctrinale. Cacher une défiance viscérale envers l'Europe derrière les seules attaques de la BCE et du Pacte de stabilité est un peu court. Mettre à nu les sources profondes de l'eurosepticisme constitue par conséquent un préalable aux débats sur l'avenir de l'Europe. Les citoyens comme les partis doivent *nommer* leurs défiances et leurs craintes afin de mieux cerner leurs attentes et leurs espoirs. Faire l'Europe nécessite un désir de paix et de concorde qui rompt nos amarres nationalistes. Faire l'Europe implique une démarche de compromis qui se détache de la culture des antagonismes et des ressentiments. On n'impose pas un récit européen. On ne décrète pas une identité qu'elle soit culturelle ou constitutionnelle. En revanche, on peut, ensemble, se projeter dans l'avenir pour défendre la démocratie et un mode de vie apaisé, et affronter efficacement les immenses défis présents et futurs. Rappelons-le sans cesse : Le monde et la géopolitique changent et aucune nation européenne ne pourra se prévaloir, dans le siècle à venir, d'un poids déterminant à l'échelle de la planète. Plus que jamais l'Union dans la diversité indique le chemin à suivre.